

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 26 novembre au 2 décembre 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
Graphique de la semaine	2
Fait marquant: le gouvernement publie son livre blanc « <i>Get Britain Working</i> ».	3
En bref	3
Actualités macroéconomiques	4
CONJONCTURE.....	4
FINANCES PUBLIQUES.....	5
Actualités commerce et investissement	5
COMMERCE.....	5
INVESTISSEMENT.....	5
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE.....	6

Le chiffre de la semaine

Selon l'ONS, l'immigration nette n'a jamais été aussi élevée depuis 2021 et la mise en place du nouveau système d'immigration post-Brexit. Pour 2023, le chiffre a été révisé à la hausse, à 906 000 entrants nets (après une première estimation à 740 000). Le premier ministre Keir Starmer a qualifié ce chiffre de « choquant ». Si l'on observe une forte chute de l'immigration nette en 2024 (728 000 entrants nets, -20%), il s'agit tout de même d'un niveau jamais atteint dans l'histoire britannique. L'immigration est surtout portée par la venue sur le territoire britannique de non-Européens, et en particulier de nationalité indienne, nigérienne et pakistanaise. En 2024, on comptait 86% de non-Européens parmi les 1,2 M d'entrants, parmi lesquels 82% étaient en âge de travailler et 48% étaient des femmes. Les deux principaux motifs d'immigration sont le travail et les études, loin devant l'asile, les raisons familiales ou les raisons humanitaires. En revanche, l'émigration est d'abord européenne, avec 44% parmi les 480 000 sortants en 2024.

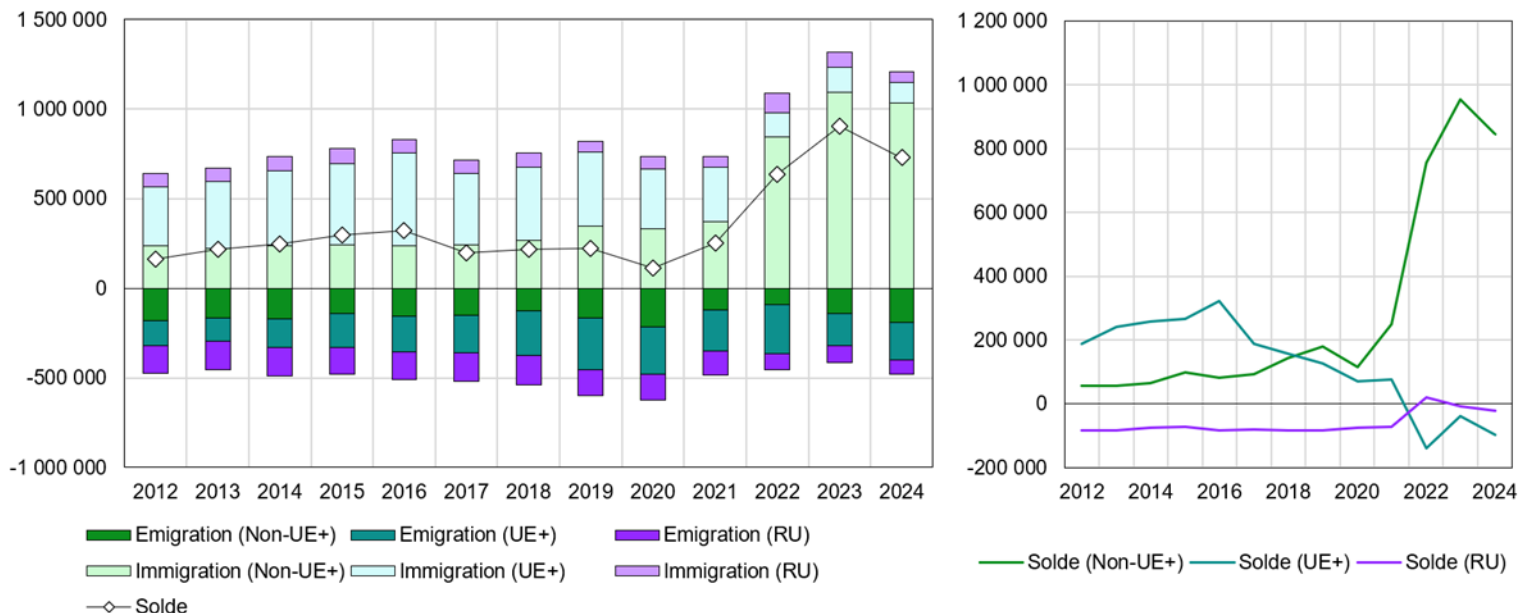
LE CHIFFRE À RETENIR

+906 000

(2023)

Graphique de la semaine

Flux migratoires au Royaume-Uni selon l'origine géographique (2012-2024)



Note: UE+ comprend les pays de l'Union européenne auxquels s'ajoutent l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Une année n s'étend de juillet n-1 à juin n.

Source: ONS.

Fait marquant: le gouvernement publie son livre blanc « *Get Britain Working* ».

Dans le cadre de sa stratégie pour soutenir la croissance, le gouvernement travailliste vise un taux d'emploi de 80,0 % pour les 16-64 ans. Le taux d'emploi s'établit à 74,8 % au troisième trimestre de 2024, mais ce dernier est potentiellement [sous-estimé](#) par les enquêtes de l'ONS (cf. *Brèves n° 44 de la semaine dernière*). Pour autant, à population constante, l'objectif du gouvernement implique qu'environ 2 millions d'individus supplémentaires soient en emploi. Pour ce faire, le plan du gouvernement se décline en trois parties: i) une stratégie industrielle et des plans locaux de croissance, ii) l'amélioration de la qualité et de la sécurité de l'emploi et iii) des réformes pour soutenir l'offre de travail par les canaux des compétences et de la santé. Ce dernier point est l'objet de [« *Get Britain Working* »](#), publié le 26 novembre.

Le gouvernement identifie les compétences et les difficultés de progression professionnelle parmi les principaux freins à une hausse du taux d'emploi. D'abord, le gouvernement constate que trop d'individus sont exclus du marché du travail pour des raisons de compétences, de santé et de responsabilités familiales; ce sont les principaux facteurs d'inactivité. Trop de jeunes sortent du système éducatif sans des compétences essentielles et ne bénéficient pas non plus d'opportunités de formation et d'apprentissage. Plus largement, le déficit de compétences crée une pénurie de main-d'œuvre, et les employeurs rencontrent des difficultés pour pourvoir leurs emplois vacants. En outre, on observe un problème de progression. D'une part, trop de femmes rencontre des obstacles pour évoluer dans leur carrière du fait de responsabilités familiales. D'autre part, certains secteurs et métiers sont caractérisés par des bas salaires et une faible sécurité de l'emploi. Enfin, des disparités régionales et sociales accentuent ces inégalités d'accès à l'emploi ou à la progression professionnelle.

Le livre blanc propose quatre axes de réformes pour pallier ces problèmes. i) D'abord, le gouvernement veut encourager le retour au travail des inactifs, et parvenir à maintenir en emploi ceux qui souffrent de problèmes de santé. ii) Ensuite, les travaillistes veulent développer l'accès à l'apprentissage pour accompagner les jeunes vers l'emploi en début de parcours. iii) En outre, pour les personnes déjà en poste ou au chômage, l'idée est aussi de fournir un accompagnement renforcé pour développer des compétences et faciliter la progression de carrière, en définissant notamment des obligations aux bénéficiaires. iv) Enfin, le plan contient un soutien accru aux employeurs, pour les aider à recruter, conserver puis faire évoluer leurs équipes.

En bref

- Le gouvernement britannique [ouvre](#) une consultation en vue de l'adaptation de son régime de contrôle des subventions. Il cherche notamment à recueillir les avis des personnes intéressées sur les seuils de notification actuellement en vigueur ainsi que la création de voies accélérées de traitement des demandes.
- Les parties au Partenariat Transpacifique ([CPTPP](#)) – dont le Royaume-Uni sera membre effectif à compter du 15 décembre – actent la création d'un groupe

de travail en vue de l'accèsion du Costa Rica à l'accord. Le gouvernement britannique ouvre une consultation à ce sujet jusqu'au 24 janvier 2025.

- Keir Starmer devrait participer à la retraite informelle du Conseil européen prévue en février 2025, à [l'invitation](#) du nouveau Président Antonio Costa.
- L'Autorité en charge des instruments de défense commerciale (*Trade Remedies Authority*, ou [TRA](#)) recommande l'application d'un nouveau droit anti-dumping – compris entre 33,03 % et 83,5 % – sur les pelleteuses de chantier importées depuis la Chine.
- Le Royaume-Uni et l'Indonésie signent un Protocole d'Accord ([MoU](#)) en vue d'un Partenariat stratégique sur les minerais critiques.
- Un [rapport](#) du *Centre for European Reform* publié le 1^{er} décembre invite le Royaume-Uni à prendre exemple sur la France en matière d'investissement, dans le but de relever la productivité britannique.
- Une [étude](#) de l'*Investment Association* révèle que, si les femmes représentent 41 % de l'emploi total dans la gestion d'actifs au Royaume-Uni, elles ne sont plus que 8 % dans la tranche d'âge 50-64 ans.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

En octobre, le flux net de crédits à la consommation a légèrement [diminué](#), selon la Banque d'Angleterre. Les emprunts nets par crédits à la consommation ont baissé, passant de 1,2 Md£ en septembre à 1,1 Md£ en octobre. L'emprunt via les cartes de crédit a augmenté, de 0,4 Md£ en septembre à 0,5 Md£ en octobre. Les emprunts par d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles, ...) sont passés de 0,8 Md£ à 0,6 Md£ sur la même période.

Les approbations de prêts hypothécaires ont [crû](#) en octobre, selon la Banque d'Angleterre. Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 68 300 en octobre (après 66 100 en septembre), soit le plus haut volume atteint depuis août 2022 (72 000), et au-dessus du consensus qui attendait 64 500. Cet indicateur est utilisé par la Banque d'Angleterre pour estimer l'emprunt futur. De la même manière, les approbations nettes de réhypothèques ont augmenté pour le troisième mois consécutif de 30 900 à 31 400 entre septembre et octobre. Enfin, les particuliers ont emprunté, en net, 3,4 Md£ de dettes hypothécaires, contre 2,5 Md£ en septembre.

Selon [Nationwide](#), les prix de l'immobilier ont connu une hausse au mois de novembre, très marquée en glissement annuel. Les prix ont augmenté de +1,2 % au mois de novembre (après +0,1 % en octobre). En glissement annuel, l'augmentation des prix des maisons s'établit à +3,7 % (après +2,4 % en octobre). Selon l'économiste en chef de Nationwide, la résilience du marché immobilier britannique repose sur des conditions favorables du marché de l'emploi, avec un faible chômage et des revenus en hausse, permettant aux ménages de supporter des taux d'intérêt élevés. De plus,

L'endettement des ménages est relativement faible en proportion de leur revenu. Le nombre de prêts hypothécaires se rapproche des niveaux pré-pandémie, ce qui reflète une demande soutenue malgré les contraintes financières. En outre, la combinaison d'une réduction probable des taux d'intérêt et d'une solide croissance des revenus devrait progressivement soutenir l'activité immobilière, et donc les prix des biens résidentiels. Enfin, la réforme de la *stamp duty land tax* pourrait altérer le marché dans les mois à venir, avec plus de transactions jusqu'en mars, puis moins de transactions à partir d'avril (quand la mesure entrera en vigueur).

Finances publiques

Initialement attendue au printemps prochain, la *Spending Review* est [repoussée](#) à juin 2025. Pour rappel, une *Spending Review* est un événement budgétaire pluriannuel mené par le Trésor pour décider de l'allocation des budgets des différents ministères. La chancelière de l'Échiquier, Rachel Reeves, a repoussé la date de conclusion de l'exercice à juin 2025, prolongeant ainsi l'incertitude au sein des ministères. Ce retard s'explique par les arbitrages difficiles auxquels le gouvernement travailliste doit faire face, et des négociations complexes avec les différents ministères. Les limites de dépenses de chaque ministère sont pour l'instant fixées jusqu'à 2025-26 et, dans l'état actuel des choses, leur total diminuerait ensuite de 1,3 % par an en termes réels (passant de 648,4 Md£ en 2025-26 à 732,6 Md£ en 2029-30).

Actualités commerce et investissement

Commerce

La vice-gouverneure de la Banque d'Angleterre (BoE) Clare Lombardelli alerte sur les risques que les droits de douane américains pourraient engendrer sur la croissance britannique. Récemment nommée à la BoE (en juillet 2024), Clare [Lombardelli](#) fait valoir les effets à long-terme sur la productivité de l'économie britannique que pourraient produire la politique commerciale américaine, du fait des barrières tarifaires et non tarifaires que le Président américain élu souhaite mettre en œuvre. En revanche, elle souligne les effets ambivalents sur l'inflation, considérant que la hausse des droits de douane sur les produits chinois aux États-Unis pourrait conduire les producteurs à baisser leurs prix sur d'autres marchés afin d'écouler leur production. Elle s'est en outre montrée vigilante sur la persistance des facteurs de l'inflation internes au Royaume-Uni, tels que l'inflation dans les services, maintenant une approche « graduelle » dans la baisse du taux directeur par la BoE.

Investissement

Le chancelier du Duché de Lancaster (ministre au sein du *Cabinet Office*), compétent pour les décisions de contrôle des investissements, conditionne une double opération d'investissement portant sur l'entreprise britannique spécialiste des systèmes de mesure de haute précision IsotopX. Le gouvernement [britannique](#) autorise (i) d'une part l'acquisition de 66,7 % des parts de la société IsotopX par l'entreprise chinoise *Nanjing Techcomp Era Scientific Instrument* et (ii) d'autre part l'acquisition par le fonds chinois *Future Industry Investment Fund II* de l'entreprise *Nanjing*, ouvrant à ce dernier le contrôle de 32 % des parts de la société britannique IsotopX. Ces opérations sont assorties de plusieurs conditions eu égard à l'importance de préserver la propriété intellectuelle et l'expertise britannique dans le cadre de la production de biens à

double-usage, soumis au régime de contrôle des exportations. Les autorités exigent en particulier le maintien des activités et du centre de décision sur le territoire britannique, la nomination d'un *Chief Security Officer* soumis à accréditation au sein des équipes de direction d'IsotopX ou encore la conformité des équipements informatiques et de la gestion des données à des processus spécifiques.

Actualités financières

Réglementation financière

La Banque d'Angleterre (BoE) et l'autorité des marchés financiers (FCA) poursuivent leur réforme des règles de rémunérations dans le secteur bancaire. Après le déplafonnement des bonus, une [consultation](#) a été publiée sur les modalités de versement des rémunérations, en particulier les délais de rétention des bonus. La période de report (*differal*) des bonus passerait ainsi de 7 à 5 ans pour les cadres supérieurs du secteur bancaire, et à 4 ans pour les autres. Certains bonus pourraient être partiellement payés dès la première année. Quant au seuil à partir duquel les bonus sont différés, il passerait dans le cadre de cette proposition de 500 000 £ à 660 000 £. En contrepartie, les bonus seraient davantage liés aux performances de gestion des risques, et les mécanismes régissant leur récupération en cas de faute seraient étendus aux personnes en charge de la supervision des activités défailtantes.

Le All-Party Parliamentary Group (APPG) sur la fraude financière et les services financiers équitables a publié un [rapport](#) accablant sur le fonctionnement de la Financial Conduct Authority (FCA). Ce rapport s'appuie sur 174 témoignages écrits et fait part de graves critiques envers le fonctionnement de l'autorité. Celle-ci est largement perçue comme incompétente, certains témoins allant jusqu'à affirmer qu'elle agirait parfois de mauvaise foi. Les témoignages de lanceurs d'alerte révèlent également que la FCA ne traiterait pas efficacement les informations sur des comportements répréhensibles dans le secteur financier et qu'elle ne protégerait pas suffisamment ceux qui dénoncent ces pratiques. Le rapport également un manque de transparence et de responsabilité au sein de la FCA. Face à ces constats, l'APPG recommande une série de réformes pour renforcer l'efficacité de la FCA. Il suggère notamment que le gouvernement réforme son organisation en introduisant des changements législatifs, notamment en modifiant le mode de nomination de sa direction et son système de financement. Le rapport estime même que le champ d'action très large de la FCA entraîne des conflits d'intérêts et complique la gestion des priorités. En conséquence, il propose de limiter le rôle de la FCA à la seule régulation des comportements des acteurs financiers. La publication de ce rapport intervient alors que la FCA est plutôt appelée par les autorités et les acteurs de la place à davantage prendre en compte la compétitivité, en complément de son objectif primaire de protection du consommateur.

La Financial Conduct Authority (FCA) a lancé une [compétition](#) académique pour financer des recherches sur l'impact de la régulation sur la croissance économique. Quatre projets seront sélectionnés, recevant jusqu'à 30 000 £ chacun pour des études à réaliser en trois mois. Cette initiative, supervisée par la cheffe économiste de la FCA Kaye Collyer, fait suite à une revue publiée en octobre, qui a révélé des lacunes dans les connaissances sur la croissance, la compétitivité internationale et les impacts réglementaires dans les services financiers. Les propositions doivent cibler des domaines où la FCA peut agir.

Le régulateur financier britannique (FCA) ouvre la voie à l'introduction en bourse de Shein à Londres. La FCA a indiqué que sa décision concernant l'éventuelle introduction de l'entreprise chinoise de la mode à la bourse de Londres dépendra uniquement de la transparence de ses divulgations réglementaires. Malgré les pressions liées aux accusations de travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement de Shein, le directeur général de la FCA, Nikhil Rathi, a rappelé que son rôle consiste uniquement à garantir que les risques juridiques et financiers soient correctement communiqués aux investisseurs. Il a également souligné que la FCA n'a pas le pouvoir de réguler de manière générale l'ensemble des comportements des entreprises.

La Banque d'Angleterre (BoE) a publié son rapport final du stress test généralisé sur la stabilité du système financier britannique en cas de choc géopolitique majeur. L'étude a simulé un scénario de crise géopolitique (*system-wide exploratory scenario* ou SWES), dans lequel une hausse soudaine des rendements obligataires entraînerait des pertes importantes pour les institutions financières comme les fonds de pensions, les obligeant à vendre massivement leurs actifs, ce qui amplifierait le choc économique. L'exercice a révélé en particulier un décalage dans les attentes de financement des acteurs du marché, notamment concernant l'accès au marché des pensions livrées (repo) pendant une crise, où les banques pourraient se refuser à fournir les liquidités attendues. La BoE a également exprimé des préoccupations sur l'interconnexion entre le capital-investissement et l'assurance, soulignant que la complexité et le manque de transparence de ces structures augmentent la fragilité du secteur et posent des risques systémiques. Malgré la résilience observée dans certains secteurs comme les fonds monétaires et les assureurs, l'étude souligne la nécessité de mieux gérer les vulnérabilités liées au désalignement de liquidité en cas de rachats massifs. En parallèle, les tests de résistance réalisés sur les banques montrent qu'elles sont en mesure de faire face à une crise très sévère. Par ailleurs, ces stress-tests seront désormais effectués tous les deux ans, et non plus annuellement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr